

Après la chute du Mur, une impossible «troisième voie» en Europe centrale

PAR FRANÇOIS BONNET
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 8 AOÛT 2019



Adam Michnik et Jacek Kuro#, deux acteurs clés de la révolution polonaise. © Tomasz Michalak / PAP

Trente ans après la chute du Mur, l'histoire de la gauche en Europe centrale est celle d'une longue faillite idéologique. Si des partis sociaux-démocrates ont existé et gouverné dans chacun de ces pays, ils n'ont fait que porter un mélange de corruption et de réformes libérales. Il est vrai que les gauches de « l'Europe de l'Ouest » ralliées aux politiques néolibérales n'avaient rien à leur proposer...

C'était une formule largement reprise à la toute fin des années 1980 en Pologne, en Hongrie et dans ce qui était encore la Tchécoslovaquie : « *La troisième voie, c'est le tiers-monde.* » Pendant que certains milieux intellectuels de l'Allemagne de l'Est dissertaient sur un possible chemin entre capitalisme et socialisme « réel » (*lire le premier volet de notre enquête*), les Polonais, les Hongrois et les Tchèques avaient déjà tourné la page. Cette « troisième voie » était un leurre, les décennies passées l'avaient largement démontré, estimaient-ils.

La grande figure de l'opposition polonaise Jacek Kuro# avait clos ce débat en une formule : « *Dans un État normal, je serais un social-démocrate ; aujourd'hui, ici, il faut construire l'économie de marché.* » Ces mots pèsent particulièrement lourd vu la personnalité de Kuro#, incontestablement marqué à gauche et même un temps considéré, avec son ami Adam Michnik, comme gauchiste, voire cryptocommuniste.

Dès 1965, Jacek Kuro# et Karol Modzelewski jetaient un pavé dans la mare en diffusant une *Lettre ouverte au Parti ouvrier unifié polonais*. Il s'agissait alors d'une critique marxiste révolutionnaire de l'ineptie du régime communiste, de sa bureaucratisation et de sa marche incompétente vers le socialisme. La lettre fut largement diffusée par les extrêmes gauches de l'« Europe de l'Ouest ». Elle s'inscrivait dans la suite du « révisionnisme », ces nombreuses analyses apparues dès les années 1950 et qui plaidaient pour un socialisme « vrai » par opposition au socialisme « réel ». Les deux auteurs furent emprisonnés.



Adam Michnik et Jacek Kuro#, deux acteurs clés de la révolution polonaise. © Tomasz Michalak / PAP

Dix années plus tard, Kuro# récidive avec Michnik en publiant un nouvel appel fortement ancré sur des valeurs de gauche. Au lendemain de la répression de grèves ouvrières en 1976, les deux hommes publient un *Appel à la société et au pouvoir*. Avec d'autres opposants, ils créent le KOR, le comité de défense des ouvriers, sur un constat simple : une opposition massive ne pourra se constituer que si elle s'appuie sur la société et les incessants mouvements de protestation de la classe ouvrière.

C'est encore et toujours un projet de gauche qui est au cœur de la constitution du syndicat Solidarno## et de sa reconnaissance par le pouvoir communiste en août 1980. Solidarno## affiche cette année-là le projet social d'une « République solidaire », édifiée et gérée « par les travailleurs ». Quand, dix années plus tard, le syndicat éclatera, justement sur ces questions de réformes économiques et sociales, Karol Modzelewski, qui est devenu l'un de ses principaux dirigeants, continuera à animer une aile gauche en fondant un parti, l'Union du travail. Il s'opposera farouchement mais sans succès à la « thérapie de choc » conduite par le gouvernement issu de

Solidarno## et dans lequel Kuro# était ministre du travail (*lire ici un article de Jean-Yves Potel et son entretien avec Karol Modzelewski*).

Des quarante années de régimes communistes en Europe centrale, nous ne retenons généralement que trois grandes dates : 1953, l'écrasement par les Soviétiques des révoltes ouvrières de Berlin ; 1956, l'écrasement par les mêmes de l'insurrection de Budapest ; 1968, l'écrasement toujours par les mêmes du printemps tchécoslovaque.

C'est oublier les incessants mouvements sociaux et les très riches débats intellectuels qui n'ont cessé de bousculer les régimes polonais, hongrois, tchécoslovaque. Des débats beaucoup plus riches qu'en Allemagne de l'Est parce qu'ils se menaient aussi parfois à l'intérieur même des partis communistes. C'est oublier également ce qui se passait dans la proche Yougoslavie, où les affreux « *renégats titistes* », selon l'expression consacrée, tentaient d'inventer leur voie et décrétaient un « *socialisme autogestionnaire* » qui se révéla à son tour un fiasco (*notre entretien vidéo ici*).

Comme **le rappelle** le chercheur franco-polonais Aleksander Smolar, qui deviendra en 1989 un conseiller politique du premier ministre venu de Solidarno## Tadeusz Mazowiecki, « *à de très rares exceptions près, les grands critiques du socialisme officiel souscrivaient aux idéaux de gauche : de Milovan Djilas et du groupe yougoslave Praxis à Jacek Kuro#, Karol Modzelewski, Adam Michnik et János Kis, en passant par Leszek Ko#akowski, Andreï Sakharov, Václav Havel, Agnès Heller [lire ici son entretien – ndlr] et d'autres membres du groupe de Budapest* ».

Et pourtant, quand le mur de Berlin tombe et annonce la désintégration subite de l'espace soviétique, les oppositions d'Europe centrale sont au clair. Non seulement la réforme du système s'est révélée impossible, mais il n'y a plus vraiment d'espace pour un projet de gauche. Non pas que ses opposants se soient soudainement ralliés au libéralisme, au capitalisme mondialisé et à la financiarisation naissante de l'économie. Chacun se veut encore

soucieux de pouvoir définir un modèle qui ne soit pas un copier-coller de l'Occident. Cela se révélera impossible pour plusieurs raisons.

La première est une donnée qui n'est pas anecdotique, celle de l'urgence. L'urgence face à des peuples qui votaient avec les pieds en menaçant de passer massivement à l'Ouest une fois le rideau de fer mis à bas. On oublie que la première « réunification allemande » se passait chaque été dans les années 1980 autour du lac Balaton, en Hongrie, devenu un vaste lieu de villégiature où se retrouvaient Allemands de l'Ouest et Allemands de l'Est (ces derniers ne pouvant se rendre en Allemagne occidentale mais étant autorisés à aller chez le « frère » hongrois). C'est d'ailleurs là que s'ouvre le rideau de fer dès l'été 1989, quelques mois avant la chute du Mur, en novembre (*lire notre reportage*).

Urgence encore quand il s'agit de rendre irréversibles les révolutions en cours et impossible un retour au communisme soviétique. En Russie, l'économiste libéral Grigori Iavlinski va élaborer un plan pour passer « *à une économie capitaliste en 500 jours* » ! La sauvagerie des privatisations conduites par Iegor Gaïdar à Moscou ne cessera d'être justifiée par cette nécessité : empêcher toute restauration...

« Comment être un conservateur-libéral-socialiste »

La deuxième raison de cette impossibilité à élaborer ce que serait une « transition de gauche » est que cette catégorie politique n'est plus reconnue par les acteurs de la chute du communisme. En 1981, « *l'autogestion* » était encore un leitmotiv pour Adam Michnik et les principaux dirigeants de Solidarno##. « *C'était LA voie qui assurait la sortie du communisme sans plaquer brutalement le capitalisme, perçu comme étranger à la tradition polonaise, écrit Cyril Bouyeure dans une passionnante biographie de Michnik. Cette expérimentation ne survivra pas au coup d'État de Jaruzelski [...]. Elle sera ensuite remise à l'inventaire des utopies sans lendemain.* »

Le basculement s'est fait. Kuro#, Michnik, mais aussi Václav Havel à Prague, György Konrád à Budapest écrivent sur un clivage droite-gauche devenu obsolète.

« Konrad plaide pour une vision de l'avenir à la fois post-capitaliste et post-communiste », note Alexander Smolar (*lire ici un entretien d'Antoine Perraud avec György Konrád*).



György Konrád à Budapest en 2015. © (A.P.)

Longtemps proche de la deuxième gauche française, Adam Michnik acte dans un texte écrit en octobre 1987 l'extrême difficulté de se rattacher à une tradition de gauche lourdement dévoyée par le communisme. Comment penser par exemple un État régulateur quand il s'agit de libérer la société et l'individu d'un État oppresseur, corrompu et inefficace ? « *Je pense que la division en droite et gauche n'a pas de sens dans les pays post-communistes. Reprendre les dénominations occidentales apparues à une autre époque, dans d'autres conditions, sous d'autres latitudes, n'est qu'une sorte de bal masqué* », écrit-il.

Autre grande figure de l'opposition polonaise, Leszek Kołakowski écrit un long article intitulé « Comment être un conservateur-libéral-socialiste », histoire de signifier aux géomètres du champ politique que les étiquettes idéologiques anciennes ne sont plus de mise.

Václav Havel, futur président tchécoslovaque, écrit quant à lui sur une nouvelle période « *post-politique* » et même « *post-démocratique* » ! L'écrivain parle vérité, responsabilité, solidarité, éthique, mais a en horreur les grands programmes, et estime les formes partidaires dépassées, « *ôtant au citoyen toute forme de responsabilité concrète et personnelle* », note Michael Žantovský, qui fut son ami et son conseiller **et a écrit sa biographie**.

Dans son essai *Le Pouvoir des sans-pouvoir*, sorte de manifeste politique, Havel appelle d'abord la société à se mobiliser sur des valeurs et le citoyen à mener une révolution intime. Il plaide

pour des « *collectifs informels, non-bureaucratiques, dynamiques et ouverts* », à l'image des groupes de dissidents, « *un modèle symbolique des structures politiques post-démocratiques* ». Pourtant, le Forum civique, qui regroupait les principaux groupes de dissidents, éclatera ensuite rapidement en plusieurs partis politiques.

« *Les révolutions de 1989 ne pouvaient pas ne pas se détourner du socialisme et de la gauche*, note Alexander Smolar. *Ces révolutions étaient à la fois conservatrices et libertaires et poursuivaient des aspirations démocratiques et libérales. Elles ne revendiquaient pas l'égalité, la justice sociale et la fraternité, idéaux classiques de la gauche, mais idéalisaient le marché, la société civile, l'action spontanée des individus et des groupes. L'État-providence était absent de leurs revendications. Au contraire, c'était plutôt la limitation du rôle de l'État qui constitua l'un de leurs principaux objectifs.* »

La troisième raison qui empêche de définir une voie nouvelle et originale à gauche est que cet espace va être immédiatement occupé par les ex-communistes. Les régimes communistes s'effondrent, mais les partis communistes disparaissent (à de très rares exceptions près) pour mieux renaître sous l'étiquette « sociale-démocrate ».

Et encore, cette étiquette ou le mot même de « gauche » firent-ils débat. Quand le parti communiste polonais (POUP) se dissout en janvier 1990, les anciens communistes avaient « *si peur du seul vocable "gauche", qu'ils avaient proposé l'appellation "Union pour les peuples" et n'acceptèrent qu'après de longues hésitations le nom actuel d'"Union de la gauche démocratique"* », rappelle Smolar, puis Alliance de gauche (SLD). Il en est de même en Roumanie, où l'ancien communiste Ion Iliescu, qui partage le pouvoir avec Petre Roman dans les premières heures révolutionnaires, crée le Front de salut national qui ne deviendra que plus tard le Parti social-démocrate. Seuls les anciens communistes hongrois assument dès 1989 la transformation du parti unique en Parti socialiste hongrois (MSZP).

Ces formations servent d'abord à sauver ou recycler quelques membres de la nomenklatura et de jeunes cadres réformateurs des partis communistes. Elles n'ont plus de bases sociales, plus de militants, plus de liens avec ce qu'il reste des syndicats (sauf en Hongrie), mais conservent de solides réseaux dans les appareils d'État et dans l'économie. Sont-elles seulement de gauche ou sociales-démocrates ? Nullement. Ce sont d'abord des partis de l'ordre et de l'État, des partis gestionnaires dont la seule boussole idéologique est devenue le pragmatisme et l'opportunisme.

« *Ce n'est pas parce qu'un parti met dans son nom qu'il est "social-démocrate", que c'est effectivement le cas. Je pense ici à des partis dont l'appartenance à la gauche est très contestable, comme c'est le cas du PSD roumain, du BSP bulgare, des sociaux-démocrates du Smer-SD slovaque. Rien de ce que font ces partis ne les rattache à la gauche* », note le chercheur et spécialiste de l'Europe centrale Jean-Michel De Waele dans un entretien **à nos partenaires du Courrier de l'Europe centrale**.

Au milieu des années 1990, ces partis ex-communistes relookés sociaux-démocrates retrouveront pourtant le pouvoir en Pologne, en Hongrie, puis en République tchèque et en Slovaquie. Leur conversion démocratique, leur savoir-faire dans la gestion de l'appareil d'État, l'utilisation de vieux réseaux locaux ont souvent convaincu les électeurs qu'ils pouvaient être un contrepoids utile après les terribles années des thérapies de choc mises en œuvre dans ces pays (avec tout de même des intensités variables).

Et ce sont les ex-communistes qui vont reprendre et pousser deux dossiers majeurs défendus par les libéraux ou les anciens opposants : l'adhésion à l'Union européenne et l'adhésion à l'Otan. Ce sont les anciens communistes polonais qui font, à partir de 1993, une priorité de ces adhésions et négligent totalement la question sociale. Dès lors, qu'est-ce qui distingue une politique dite de centre-gauche d'une politique libérale ou de centre-droit ? Rien. Dans toute l'Europe centrale, l'agenda et les priorités sont devenues identiques.

L'aide inexistante des vieux sociaux-démocrates européens

Dès lors, les deux chercheurs Jean-Michel De Waele et Jacques Rupnik, autre grand spécialiste de l'Europe centrale, peuvent faire aujourd'hui un constat identique et qui vaut pourtant pour les deux camps, gauche et droite !

Jean-Michel De Waele (**lire ici**) : « *Le problème des partis sociaux-démocrates est qu'ils n'ont plus rien à proposer depuis que leurs pays sont entrés dans l'Union européenne, et que le souvenir de leurs victoires passées renvoie à l'époque de l'imitation du blairisme triomphant, c'est-à-dire au social-libéralisme avec toutes ses limites et contradictions, notamment sur la question sociale.* »

Jacques Rupnik (dans un article de 2017 **de la revue Commentaire**) : « *Le cycle libéral post-1989 est épuisé. En Europe centrale, il représentait une triple transition : la démocratie, l'économie de marché, l'Europe. Les trois objectifs furent atteints avec succès, mais tous les trois sont en crise : la démocratie face à la vague populiste, l'économie de marché confrontée à une crise mondiale, l'Europe divisée à l'intérieur et défiée dans son voisinage.* »

Il est enfin une quatrième raison à l'impossibilité d'une voie de gauche en Europe centrale ces trente dernières années : la crise des gauches « occidentales » ou de la social-démocratie en « Europe de l'Ouest ». Le chercheur Pierre Hassner **rappelle ce que fut** le titre d'un colloque organisé par Michel Rocard peu après les révolutions de 1989 : « *La social-démocratie est-elle l'avenir de l'Europe de l'Est ?* » Le point

d'interrogation était le bienvenu tant l'aide politique apportée par les partis européens, eux-mêmes en pleine confusion idéologique, fut inexistante.



Václav Havel et Madeleine Albright. © (Romea.cz)

L'auteur de ces lignes peut témoigner avoir suivi Pierre Guidoni, alors secrétaire du Parti socialiste pour les questions internationales, lors d'un déplacement à Budapest fin 1988. Le dirigeant socialiste était invité à l'université pour une conférence sur l'actualité de la Révolution française. Sacré exercice, quand le régime communiste s'effondrait et que les étudiants rêvaient de tout mais certainement pas de 1789... L'accueil fut frais, puis les discussions avec les derniers dirigeants communistes particulièrement obscures.

Qu'avaient à proposer les socialistes français à ces peuples qui voulaient s'émanciper, à ces opposants qui cherchaient un chemin dans ce qui allait être baptisé « la transition » ? De fait, rien. Mitterrand, alors président, observait avec la plus grande des méfiances l'effondrement du grand bloc soviétique et les menaces ainsi portées à son projet européen. Aucune boîte à outils intellectuelle n'avait été constituée pour penser cet après-URSS et les révolutions économiques à engager.

Bien au contraire, c'est au tournant des années 1990 que les socialistes ou sociaux-démocrates européens allaient se convertir – au nom de l'Europe – aux politiques économiques libérales, puis au blairisme et au social-libéralisme. Dès lors, ce furent les politiques et les économistes américains, tant républicains que démocrates, qui fournirent suggestions et modes d'emploi aux nouveaux dirigeants. Réforme monétaire, privatisations, marche

forcée vers le marché, démantèlement d'un État boursouflé, restructurations sauvages de secteurs entiers constituèrent le menu principal.

La popularité et l'implication de Bill Clinton jouèrent un rôle important. Tout comme d'autres personnages : Zbigniew Brzezinski, d'origine polonaise, Madeleine Albright, née à Prague, George Soros – et sa fondation Open Society –, né à Budapest. En Europe, seuls les socialistes Mário Soares et Felipe González purent faire part de leur gestion de sortie d'une dictature. Mais les expériences étaient par trop différentes pour être d'une quelconque utilité.

« *L'Est veut aller vers l'Ouest, mais risque de se retrouver au Sud* » : la formule du Polonais Bronisław Geremek date de 1992. Elle était un avertissement lucide fait aux Occidentaux sur les dégâts économiques et sociaux causés par les thérapies de choc. Elle était aussi un plaidoyer pour l'équivalent d'un « plan Marshall » qui ne vint jamais. Les États-Unis n'en voulaient pas. L'Europe n'avait à proposer que l'adhésion à l'UE et donc les « politiques de convergence » à mettre en œuvre.

Trente années plus tard, le résultat est là : les partis de gauche sont comme volatilisés dans la plupart des pays d'Europe centrale. Ils se sont engloutis dans l'ultralibéralisme ou la corruption (en Pologne et bien plus encore en Roumanie ou en Bulgarie), se sont coupés des sociétés ou égarés dans un nationalisme xénophobe comme en Slovaquie.

La diversité des situations de chaque pays interdit bien sûr les généralisations mais les tendances sont là, avec la puissance des partis conservateurs et nationalistes à la Viktor Orbán ou Jarosław Kaczyński. Mais ce nouveau modèle hongrois ou polonais montre aussi combien les résistances peuvent être fortes dans les sociétés concernées. Depuis trois ans, de fortes mobilisations ont lieu, d'éphémères mouvements se créent (*lire ici, ici, et ici*). C'est dans ces dynamiques nouvelles que, progressivement, pourront s'inventer les formes d'une gauche enfin débarrassée de l'héritage de 1989.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.